

QUESTION DE L'ESCLAVAGE.

OPINION DE MILLARD FILLMORE.

OUI.—Je pense que les pétitions adressées au Congrès sur la question de l'esclavage et le commerce des Noirs, doivent être reçues, lues et respectueusement prises en considération par les Représentans du peuple.

OUI.—Je suis opposé à l'annexion du Texas, sans condition, aussi longtemps que l'esclavage y sera toléré.

OUI.—Je pense que le Congrès doit faire usage de tous les pouvoirs constitutionnels dont il est revêtu, pour abolir le commerce des esclaves entre les différens Etats.

OUI.—Je suis en faveur des mesures législatives *immédiates* pour l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia.

(Lettre de Millard Fillmore, adressée et datée de Buffalo, le 17 octobre 1838, à M. W. Mills, *président de la Société Abolitioniste du Comté d'Erie.*)

OPINION DE WM. O. BUTLER.

Je me confierais bien plutôt aux esclaves de mon Etat, et à ceux de plusieurs autres Etats, pour défendre le pays dans ses plus sombres heures de nécessité, qu'à une moitié de ces étiques sympathisateurs, coalisés avec des sociétés étrangères qui veulent la ruine de notre Union, sous le spécieux prétexte d'améliorer la condition des esclaves, laquelle, dans tout ce qui concerne le bien-être, le confort, le bonheur, est infiniment supérieure à celle de la plupart d'entr'eux.

(Discours de W. O. Butler, dans le Congrès de 1843.)

OPINION DU GÉNÉRAL L. CASS.

Je ne suis point, n'ai point été et ne serai pas propriétaire d'esclaves. En principe, je ne puis absoudre l'esclavage, et désire le voir disparaître de tous les lieux où cette œuvre pourrait s'accomplir paisiblement, sans blesser les droits de personne ou porter atteinte à leur sécurité.

Aussi, pour réaliser cette pensée, ne voudrais-je pas abandonner une société paisible au pillage, au meurtre et à la ruine. J'ai parcouru les trois quarts de l'ancien continent.—Devant Dieu et devant les hommes, j'affirme que mes yeux n'ont jamais vu, parmi les esclaves aux Etats-Unis, une misère aussi profonde, aussi hideuse que celle contre laquelle je me heurte à chaque pas, depuis que j'ai mis le pied en Europe, et *je n'ai point encore visité l'Irlande.*

Il existe plus qu'on ne veut le dire, entre le planteur et l'esclave dans les Etats du Sud, de ces rapports comme on

les trouve chez les patriarches. Ces grandes douleurs physiques qu'à chaque pas on rencontre en Europe, qu'engendrent la faim, et les glaces d'hivers rigoureux, auxquelles on n'a pas toujours même des haillons à opposer, n'ont chez nous rien de semblable, rien qui puisse entrer dans la balance. L'émancipation de deux millions et demi de créatures humaines vivant au milieu d'une autre population, ayant un autre sang, une autre couleur, est une des questions les plus graves que la société puisse avoir à résoudre. Elle ne saurait être surement confiée qu'à ceux même dont elle attaque si puissamment l'existence; et c'est à ceux-là que la Constitution des États-Unis en a remis le soin. Ce sont matières avec lesquelles le gouvernement général n'a rien à faire.

(Vie de Cass.)

LETTRE DU GÉNÉRAL CASS

À

MR. NICHOLSON.

SA MANIÈRE D'ENVISAGER LA QUESTION DE L'ESCLAVAGE.

WASHINGTON, 24 décembre 1847.

CHER MONSIEUR,—J'ai reçu votre lettre, et j'y répondrai avec la franchise qui vous l'a dictée.

Vous me demandez si je suis en faveur de l'acquisition de territoire mexicain, et ce que je pense du Proviso-Wilmot.

J'ai si souvent exprimé mon opinion sur cette question, dans le Sénat, qu'il est presque inutile de me répéter ici. Cependant, puisque vous le désirez, je m'expliquerai en peu de mots.

Je suis donc d'opinion que la paix ne doit être accordée au Mexique que lorsqu'on en aura obtenu une indemnité raisonnable pour tout le tort qu'il nous a fait. En premier lieu, l'Exécutif doit seul décider de l'étendue de territoire à exiger comme indemnité; la Constitution l'a investi de ce pouvoir, et pour ma part je consens à le lui laisser; non-seulement parce que j'ai la ferme confiance qu'il l'exercera judicieusement, mais encore parce que les circonstances d'une guerre variant à l'infini, il serait imprudent de déclarer publiquement, au nom du pays, que l'on exigera telle ou telle indemnité, tandis que l'injuste obstination de l'ennemi à prolonger la guerre au dépens de son sang et de ses trésors, pourrait justifier de plus fortes exigences.

Il me semble que cette sorte de magnanimité métaphysique qui porterait à renoncer à toute indemnité à la clôture d'une guerre sanglante et dispendieuse suscitée par une attaque directe contre nos troupes, et précédée, pendant plusieurs années, par une série d'actes injustes, est à la fois indigne du siècle où nous vivons et révolte le sens commun et l'usage admis dans le monde entier. Déclarer que nous renonçons à tout espoir de compensation de la part du gouvernement mexicain, et que nous nous battons, non pour un résultat pratique mais pour arriver à un but vague, philanthropique peut-être, qui échappe à ma pénétration, et qui a besoin de m'être expliqué par ceux qui adoptent ce nouveau principe de communications internationales, contribuerait bien peu à garantir notre sécurité pour l'avenir, ou même à établir notre réputation pour le présent.

Toute guerre est à déplorer, l'homme d'Etat et le philosophe en gémissent également. C'est un grand mal sans doute, mais il y a des maux bien plus grands encore, et au nombre de ces derniers est LA SOUMISSION à l'injustice. La nation qui renoncerait à défendre ses droits et son honneur, n'aurait bientôt plus ni l'un ni l'autre à défendre. Lorsqu'un peuple est forcé de faire la guerre, ce n'est pas en faisant parade de désintéressement et de magnanimité qu'il en obtiendra des résultats rationnels, ou qu'il donnera à d'autres nations des leçons de patience, garantissant la plus sûre d'une paix permanente. Nous sommes en guerre avec le Mexique, et le meilleur moyen de la terminer promptement est de la poursuivre avec vigueur, et une forte indemnité nous garantira contre le retour d'actes d'injustice semblables à ceux qui l'ont provoquée.

Le proviso-Wilmot occupe le pays depuis quelque temps. Il a été discuté à différentes reprises, tant au Congrès que dans les feuilles publiques ; je suis fortement d'opinion qu'il s'est opéré un grand changement à ce sujet dans l'esprit public, tant dans le mien que dans celui des autres, et que ceux qui doutaient sont aujourd'hui convaincus que les principes qu'il proclame doivent rester étrangers à la législature nationale, et être soumis exclusivement aux citoyens de notre Confédération dans leurs gouvernements respectifs.

Ce sujet est des plus significatifs, et peut avoir les conséquences les plus importantes. Il serait hors de propos de le discuter ici ; je ne m'imposerai pas cette tâche, je me bornerai à quelques observations générales qui suffiront à donner une juste idée de mes opinions sur ce sujet.

Il nous est permis de regretter que l'esclavage existe dans les Etats du Sud, et de désirer qu'il n'y eût jamais été introduit ; mais enfin il y existe, il y existait avant nous ; nous devons donc considérer cette institution comme une grande question pratique qui peut avoir les conséquences les plus importantes. Nous n'avons ni le droit ni le pouvoir d'y toucher, et eussions-nous l'un et l'autre, que nous ne pourrions en user par les moyens qui ont été suggérés jusqu'ici sans courir le risque d'arriver à des résultats qu'aucun homme sage n'oserait affronter, et qu'aucun homme vertueux ne pourrait envisager sans crainte.

La théorie de notre gouvernement doit nous faire présupposer que chacun de ses membres s'est réservé le droit de régler tout ce qui se rapporte à ce que l'on peut appeler sa police intérieure. Chacun d'eux est souverain dans son département, excepté dans le cas où il a abandonné au gouvernement général une partie de ses droits, afin de favoriser l'accomplissement des desseins de l'Union, soit relativement aux nations étrangères ou aux divers Etats. Les institutions locales, si je puis m'exprimer ainsi, soit qu'elles aient rapport à l'esclavage, ou à toute autre relation domestique ou publique, sont du ressort de l'autorité locale. Le Congrès n'a pas le droit de dire que l'esclavage existera dans l'Etat de New-York ou qu'il n'existera pas dans la Georgie ; et aucune puissance humaine, excepte les citoyens de ces deux Etats, ne peut changer leurs relations respectives ; ils peuvent dire : nous aurons l'esclavage ici, nous l'abolirons là.

Les territoires diffèrent des Etats sous plusieurs rapports. Ils commencent à peine à jouir de certains droits ; ils n'ont pas les attributs spéciaux de la souveraineté. La Constitution ne définit que très imparfaitement leurs relations avec

le gouvernement général, et en y prêtant quelq^uattention, on verra que le seul pouvoir qui leur soit accordé par ce pacte fondamental est contenu dans ce peu de mots :

“ Le Congrès aura le pouvoir de disposer de tout territoire ou autre propriété appartenant aux Etats-Unis, et de faire tous réglemens nécessaires.”

Certes, cette phraseologie est très vague, si on a eu l'intention de conférer le pouvoir de réglementer les personnes aussi bien que les choses. L'expression “tout territoire ou autre propriété” si on lui donne son véritable sens, se rapporte aux terres publiques (comme telles) aux arsenaux, aux chantiers maritimes, aux forts, aux navires, et aux objets de tout genre que possèdent ou doivent posséder les Etats-Unis.

Mais il est bien certain que la simple autorité d'en disposer, et de les réglementer, ne comporte pas le pouvoir illimité de faire des lois dans l'acception générale du mot (qui, soit dit en passant, est éliminé de la phrase avec soin.)

Et en effet, s'il en était ainsi, une autre clause de la Constitution qui accorde au Congrès le pouvoir de passer des lois (avec le consentement des Etats respectivement) relativement aux emplacements achetés pour y ériger des forts, arsenaux, chantiers maritimes, etc., serait nul par le fait. Car ces emplacements étant la propriété des Etats-Unis, si l'autorisation de faire des réglemens utiles les concernant, impliquait le pouvoir général de passer des lois, l'autorisation de réglementer les territoires ou autres propriétés des Etats-Unis, serait illimitée partout où il y aurait des sujets sur lesquels elle peut s'exercer, et une clause additionnelle ou auxiliaire eut été superflue.

Si d'un autre côté cette autorisation n'implique pas le pouvoir de passer des lois, relativement aux “autres propriétés des Etats-Unis,” elle ne l'implique pas non plus relativement à leurs territoires ; car la clause qui confère l'un confère l'autre. Ici un territoire est classé comme propriété et traité comme tel. Et le but évident de la Constitution était de mettre le gouvernement général comme propriétaire, (et il doit nécessairement l'être) à même de conserver sa propriété et d'en disposer, autorité qui est pour ainsi dire essentielle à son existence. Mais la vie et la personne des citoyens, avec tout ce qui s'y rattache, ne sauraient dépendre d'une autorité qui ne peut s'exercer *que pour faire des réglemens relatifs à l'administration des propriétés et à la manière d'en disposer.*

Voilà selon moi l'interprétation que l'on donnerait à cette clause de la Constitution, si cette question était soumise à la discussion aujourd'hui pour la première fois, et qu'elle ne fut pas décidée d'après l'exigence de circonstances impérieuses.

L'ordonnance originale du Congrès de la Confédération passée en 1787, et qui était le seul acte en vigueur sur ce sujet lors de l'adoption de la Constitution, traçait un plan complet de gouvernement pour tout le pays au nord de l'Ohio, tant qu'il resterait territoire, et dans le cas où il serait divisé en plusieurs Etats et admis dans l'Union. Et la persuasion où l'on était que cette ordonnance contenait en elle-même tous les moyens d'exécution, fut probablement la cause que la seule allusion directe faite à ce sujet, dans la Constitution, fut d'investir le Congrès du pouvoir d'admettre dans l'Union les Etats qui en seraient formés. Cependant, il survint des circonstances qui exigèrent que la législation s'étendît sur le territoire au nord de l'Ohio, aussi bien que sur les autres, tant dans les limites que hors des limites de l'Union primitive, cédés au gouvernement général, et dans diverses occasions, le Congrès a exercé sur les *territoires* (j'entends les gouvernemens territoriaux) un pouvoir plus étendu que celui que lui accorde la clause que j'ai citée. J'ignore jusqu'à quel point la nécessité a contribué à produire cette législation, et a ainsi, par une *implication* un peu violente, étendu des pouvoirs que n'accordait pas la Constitution, mais, ce qu'il y a de bien certain, c'est que le principe d'intervention ne doit pas être porté au-delà de ce qu'exige la nécessité. Il doit se borner à créer, à organiser des gouvernemens convenables pour les nouveaux territoires, acquis ou établis, et à pourvoir à l'éventualité de leur admission dans l'Union, tout en laissant aux citoyens qui les habitent, le soin de régler à leur

guise leurs intérêts particuliers, ce qu'ils peuvent faire tout aussi bien que ceux qui habitent les Etats; quoi qu'il en soit, ils pourront le faire, dès que leur indépendance politique aura été reconnue par le fait de leur admission dans l'Union. Il est donc au moins inutile d'appeler en exercice, pendant leur condition temporaire, une odieuse autorité qui met en question l'intelligence d'une portion respectable de nos concitoyens, et qui, d'ailleurs, quelles que fussent les limites qui lui seraient assignées, ne tarderait pas à cesser; une autorité qui investirait le Congrès d'un pouvoir despotique, que ne contrôlerait pas la Constitution, sur quelques portions extrêmement importantes de notre commune patrie. En effet, si le Congrès peut adopter des statuts réglant les relations entre les maîtres et les esclaves, il n'y a pas de raison pour qu'il n'en adopte pas de semblables pour régler les rapports entre le mari et la femme, le père et l'enfant, ou de toute autre condition reconnue par nos institutions et par les coutumes de notre société. Que penserait-on du Congrès s'il s'avisait de régler les conditions du mariage dans l'Etat de New-York, ou l'autorité des parens sur leurs enfans dans la Pennsylvanie? Et cependant ce serait en vain que l'on chercherait quelqu'un qui fut disposé à justifier l'intervention de la législature nationale des Etats primitifs dans les cas que je viens de citer. Je ne parle ici que du pouvoir inhérent au Congrès, et laisse de côté la question relative aux contrats qui pourraient être faits avec les nouveaux Etats à l'époque de leur admission dans l'Union.

De toutes les questions qui nous peuvent agiter, celles qui se présentent sous une apparence de sectionalité, sont certainement les plus dangereuses, et celles que nous devons combattre avec le plus de fermeté. Les sages paroles de celui qui, par ses services et ses vertus, a le plus de droits à nous donner des conseils, nous dit dans son discours d'adieu, ce monument de sagesse, combien nous devons nous prémunir contre les dangers de toute mesure qui tendrait à opérer une scission de quelques parties de notre territoire.

Les graves circonstances dans lesquelles nous sommes aujourd'hui, font de ces paroles une espèce de talisman qui, je l'espère, nous servira de sauve-garde, car j'ai l'intime conviction qu'une tentative de faire entrer le **PROVISO WILMOT** dans nos lois gouvernementales, et d'en appliquer les principes aux nouveaux territoires que nous pourrions nous adjoindre un jour, si cette tentative, dis-je, venait à être couronnée de succès, cela nous créerait pour l'avenir de sérieuses difficultés qui, probablement, affecterait notre tranquillité.

Je ne veux pas me fatiguer à prévoir et à prédire quelles en pourraient être les conséquences futures, car je pense qu'il y a encore dans l'esprit du peuple assez de bon sens et de bons sentimens pour éviter toutes les occasions qui tendraient à les faire naître.

En somme, JE SUIS OPPOSÉ A L'EXERCICE DE TOUTE JURIDICTION PAR LE CONGRES SUR CE SUJET, et je suis disposé à laisser aux peuples des territoires que nous pourrions nous annexer un jour, le droit et la faculté de se régir eux-mêmes, quant à ce qui touche cette question, conformément aux clauses de la Constitution, parce que :

1o. JE NE VOIS DANS LA CONSTITUTION AUCUN ARTICLE QUI DONNE CE DROIT AU CONGRES, et ne suis pas disposé à établir un précédent dont la nécessité ne m'est pas démontrée. Dans les nouveaux territoires que nous pourrions acquérir, je suis d'avis qu'il faut laisser au peuple le soin de se régir comme il l'entendra, tant que les lois qu'il adoptera ne seront pas incompatibles avec nos institutions.

2o. Parce que je crois que si cette mesure est adoptée, elle affaiblira notre union, si elle ne la détruit pas, et sèmera entre les différens Etats des germes de discorde qui mûriront infailliblement et produiront une abondante moisson de calamités.

3o. Parce que je crois que si l'on venait à se convaincre généralement que cette mesure sera adoptée, il en résulterait immédiatement que la fourniture des provisions serait suspendue et mettrait ainsi un terme à une guerre commencée sous de si glorieux auspices. Je pense qu'aucun homme de sang-froid, occupant une place dans le gouvernement, ne peut douter d'un pareil résultat.

40. Si cependant mes appréhensions sont en général mal fondées, elles sont certainement justes en ce qui touche au traité de paix que ferait le Congrès avec le Mexique, par lequel nous deviendrions possesseurs d'une partie de son territoire. Un pareil traité serait rejeté par le Sénat aussitôt qu'il serait présenté.

Plus d'un tiers de ce corps voterait contre le traité, le considérant comme décrétant l'exclusion des États à esclaves à la participation aux avantages qui dérivent des travaux et du trésor communs.

Sous ce point de vue de la question, le peuple des États-Unis doit choisir entre cette restriction et l'extension de ses limites territoriales. Il ne peut avoir les deux, et quant à celui de ces deux principes pour lequel il optera, cela dépendra entièrement de ses représentans, et si ceux-ci lui font défaut, cela dépendra de lui-même.

50. Mais après tout, il est généralement accordé que cette restriction, si elle est mise à exécution, ne pourrait avoir d'effet sur aucun État formé de territoires nouvellement annexés. La consécration du droit de souveraineté des États renverserait bien vite les barrières qu'on voudrait opposer aux États nouveaux. L'exclusion temporaire pour une aussi courte période que la durée des gouvernemens territoriaux, doit-elle donc être si chèrement achetée? Mérite-t-elle que l'on expose l'Union entière à son établissement, et que l'on s'expose à des troubles et à des dissensions intestines qui peuvent menacer nos institutions! Quant au projet de greffer cette restriction sur les traités futurs d'annexion, je pense qu'il est contraire à l'opinion du peuple en général. Un pareil arrangement donnerait au Mexique, comme partie intéressée, le droit de s'interposer dans nos relations intérieures sur les questions que la Constitution laisse aux différens États à décider, et cela porterait un coup violent à nos principes fondamentaux. Il y en a peu parmi nous, je l'espère, qui voudraient consentir à donner à une nation étrangère le droit de s'immiscer dans les affaires des États souverains de notre Union. S'il y en a, je déclare que je ne suis pas du nombre, et que jamais je ne me rangerai de leur côté.

C'est au peuple des États-Unis à qui Dieu a confié le soin de régler les destinées futures de ce pays, et nous n'avons pas besoin qu'aucune puissance étrangère vienne nous interroger, traité en main, et nous dire : Pourquoi avez-vous fait ceci, et pourquoi n'avez-vous pas fait cela? Notre dignité et les principes de notre indépendance nationale s'unissent pour repousser une telle proposition."

Mais il y a une autre considération importante que l'on ne devrait pas perdre de vue en cherchant à approfondir cette question qui se présente, non pas comme une question d'accroissement, mais bien de diffusion de l'esclavage. Que sa sphère soit stationnaire ou progressive, le résultat semble le même. Le rejet de cette restriction n'ajoutera pas un esclave de plus au nombre qui existe déjà, et son adoption ne donnera pas la liberté à un seul individu qui se trouve actuellement en état d'esclavage. Le même nombre sera seulement disséminé sur une plus vaste étendue de terrain; la compression avec de faibles ressources est un mal. Ce mal sera seulement adouci en envoyant les esclaves habiter un territoire plus vaste.

Je dis que dans le cas où l'esclavage devrait être disséminé sur les nouveaux territoires. Mais peut-il y aller? On peut en douter. Toutes les descriptions qui nous arrivent de la Californie et du Nouveau-Mexique, vers lesquels tous nos efforts semblent se diriger, nous représentent ces territoires comme de vastes régions agricoles semblables dans leurs produits à nos États du centre et généralement impropres à la culture de ces grands produits tels que le coton et le sucre, qui seuls peuvent nécessiter le travail des esclaves. Si nous ne sommes pas déçus, et nous concevons difficilement comment nous pourrions l'être, les habitans de ces régions, qu'ils dépendent de leurs charrués ou de leurs troupeaux, ne peuvent pas être propriétaires d'esclaves. Le travail forcé exigeant l'investissement de capitaux considérables, ne peut être profitable qu'appliqué à certains produits que la nature a circonscrits dans certaines localités favorisées.

Dans la lettre que M. Buchanan vient d'écrire à ce sujet, il présente des considérations semblables avec une grande force. "Ni le sol, le climat ou les productions de la Californie au sud du 36° 30', ni même aucune partie au nord de cette

“ligne, n'est propre à la culture par les esclaves. En outre, l'esclave aurait toutes les facilités possibles pour s'échapper de son maître. Une pareille propriété n'aurait aucune garantie de sécurité dans aucune partie de la Californie. C'est pourquoi il est moralement impossible que la majorité des émigrans dans la partie sud du 36° 30', qui sera composée particulièrement de nos propres citoyens, établisse l'esclavage dans ses limites.

“En ce qui touche le Nouveau Mexique à l'est du Rio Grande, la question a déjà été décidée par l'admission du Texas dans la confédération des Etats-Unis.

“Si nous venions à acquérir du territoire au-delà du Rio Grande, à l'est des Montagnes Rocheuses, il est encore plus impossible que le peuple songe à y établir l'esclavage. Ils sont eux-mêmes une population de couleur, et parmi eux le nègre ne fait pas socialement partie d'une race dégradée.”

M. Walker, dans sa lettre écrite en 1844, coïncide parfaitement avec cette remarque, qui produisit de toutes parts un effet si salutaire sur l'esprit public, et qui a conduit à l'accomplissement de cette œuvre l'annexion du Texas. “Au-delà du Del Norte, dit M. Walker, l'esclavage ne passera pas, non seulement parce que cela est défendu par la loi, mais parce que la population de couleur est là qui domine dans la proportion de 10 à 1 sur les blancs, et tenant entre ses mains le gouvernement et les places, elle ne souffrira pas que l'on réduise en esclavage aucune partie de la population de couleur, qui fait et exécute les lois du pays.”

La question, comme on le voit, ne touche en aucune façon à l'exclusion de l'esclavage dans les Etats où il est établi, mais seulement prohibe son introduction dans le pays où il n'est pas encore implanté, et dans lesquels, d'après les habitudes des habitans et la loi de la nature elle-même, il est “moralement impossible,” comme dit M. Buchanan, qu'il puisse jamais s'établir!

Il est d'un bon augure pour la permanence de notre Union, que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis l'établissement de notre gouvernement, et que des questions graves aient agité l'esprit public en menaçant l'Union des plus sérieuses conséquences, et aient été résolues sans ébranler les fondemens de notre république, et que le pays ait avancé en fortune, puissance et grandeur avec une rapidité sans parallèle dans l'histoire des peuples de l'univers. Dans les époques d'agitation politique, lorsque des difficultés délicates s'élèvent, il y a une autre sécurité dans laquelle nous pouvons aller nous réfugier, c'est la Constitution à laquelle nous pouvons en appeler; elle contient les bases de notre union, et nous devons nous en tenir à la détermination inébranlable de la faire exécuter à la lettre. Cette manière d'agir nous a conduits en toute sécurité à travers bien des écueils, et j'espère qu'elle nous fera passer encore bien des siècles avec la même sécurité.

Le Proviso Wilmot semble vouloir enlever à son tribunal légitime, le tribunal du peuple—une question de politique intérieure qui ne touche en rien aux grands intérêts généraux de l'Union, pour la soumettre à un tribunal spécial créé par le peuple, et dont l'incompétence en ce qui touche cette question est parfaitement notoire.

Revenons à nos principes, nous marcherons alors sur le chemin de la paix et de la sécurité.

Laissons au peuple, qui sera vivement affecté par cette grande question, le soin de la résoudre sur sa propre responsabilité, et à sa manière; nous rendrons ainsi un nouveau tribut de respect, un nouvel hommage aux principes fondamentaux de nos institutions, et nous donnerons une nouvelle force et une nouvelle garantie à la prospérité et à la permanence de notre glorieuse Union.

Je suis, Monsieur, respectueusement, votre obéissant serviteur,

LEWIS CASS.

A O. P. NICHOLSON, Esq., Nashville, Tennessee.